

Investissements directs 2017

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



Investissements directs 2017

18^e année

Tableau des matières

	Page
1 Aperçu des investissements directs en 2017	4
2 Investissements directs suisses à l'étranger	6
Flux d'investissements directs	6
Stocks d'investissements directs	8
Revenus de capitaux	10
3 Investissements directs étrangers en Suisse	11
Flux d'investissements directs	11
Stocks d'investissements directs	13
Revenus de capitaux	16
4 Données opérationnelles sur les filiales non résidentes et leurs sociétés mères résidentes	17
Effectifs des filiales non résidentes	17
Effectifs des sociétés mères résidentes	19

INVESTISSEMENTS DIRECTS SUISSES À L'ÉTRANGER

En 2017, les entreprises domiciliées en Suisse (entreprises résidentes) ont rapatrié 34 milliards de francs en termes nets de leurs filiales non résidentes, alors qu'elles y avaient réalisé des investissements nets à hauteur de 86 milliards l'année précédente. Les désinvestissements ont concerné tant l'industrie (8 milliards de francs) que les services (26 milliards). Dans l'industrie, le groupe de branches *Chimie et plastique*, en particulier, a rapatrié des fonds de ses filiales non résidentes, notamment pour financer des rachats en Suisse. Dans les services, les désinvestissements ont principalement concerné deux groupes de branches: les *sociétés financières et holdings*, lesquelles ont réduit le volume des crédits accordés à leurs sociétés sœurs et filiales non résidentes, et le *commerce*, qui a vendu des filiales non résidentes. A l'opposé, certains groupes de branches, tout spécialement *Métallurgie et machines* et *Autres services*, ont enregistré des investissements nets.

Les désinvestissements ont principalement touché des filiales situées en Europe, pour un montant de 51 milliards de francs – les entreprises résidentes ont notamment rapatrié des fonds d'Irlande et du Royaume-Uni – mais également en Amérique centrale et du Sud, en Afrique et en Océanie. A l'inverse, les investissements directs suisses se sont accrus en Amérique du Nord et en Asie, où ils ont porté sur respectivement 13 milliards et 12 milliards de francs.

Les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger s'élevaient, fin 2017, à 1 228 milliards de francs. Ce montant était constitué pour 89% (1 097 milliards de francs) de capital de participation et pour 11% (131 milliards) de crédits au sein de groupes. C'est le groupe de branches *Sociétés financières et holdings* qui détient de loin le stock d'investissements directs le plus élevé, à savoir 478 milliards de francs (soit 39%), suivi par le groupe de branches *Chimie et plastique*, avec 164 milliards (13%).

Les revenus des investissements directs suisses à l'étranger ont à peu près atteint leur niveau de l'année précédente, soit 86 milliards de francs. Ceux provenant des filiales des sociétés financières et holdings se sont accrus (+4 milliards de francs; total: 32 milliards), tandis que ceux des banques et assurances ont été divisés par plus de deux (–5 milliards; total: 4 milliards).

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN SUISSE

En 2017, les entités non résidentes ont investi 38 milliards de francs en termes nets dans des entreprises résidentes (2016: 60 milliards). L'évolution a toutefois été hétérogène: les entités non résidentes ont ainsi réalisé des investissements directs pour un montant record de 59 milliards de francs dans l'industrie, et des désinvestissements à hauteur de 21 milliards dans les services. Dans l'industrie, le principal groupe de branches concerné a été *Chimie et plastique*, dans lequel des entreprises résidentes ont été rachetées par des entités non résidentes. Dans les services, les désinvestissements s'expliquent par le fait que des sociétés mères non résidentes ont réduit leurs activités dans des sociétés financières et holdings résidents et ont dissous des filiales résidentes.

Les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse se sont inscrits à 1 088 milliards de francs. Ce montant était constitué pour 95% (1 034 milliards de francs) de capital de participation et pour 5% (55 milliards) de crédits intragroupes. Si l'on considère le pays de l'investisseur immédiat, les entités domiciliées dans l'UE détenaient 76% des stocks d'investissements directs, et celles domiciliées aux Etats-Unis, 13%. Toutefois, ce critère de ventilation ne permet pas de connaître véritablement les pays de domiciliation des investisseurs ultimes qui contrôlent les entreprises résidentes. En effet, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse sont majoritairement détenus au moyen de sociétés intermédiaires, elles-mêmes contrôlées par des groupes établis dans des pays tiers. C'est pourquoi la Banque nationale suisse publie également des données ventilées selon le pays de l'investisseur ultime. Il ressort de la répartition correspondante que les investisseurs ultimes domiciliés aux Etats-Unis détenaient 42% des stocks et ceux domiciliés dans l'UE, 36%.

Les revenus de capitaux découlant des investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 14 milliards pour atteindre 84 milliards de francs en 2017. Ils ont notamment progressé dans les groupes de branches *Commerce* (+12 milliards de francs; total: 27 milliards) et *Sociétés financières et holdings* (+4 milliards; total: 33 milliards).

DONNÉES OPÉRATIONNELLES SUR LES FILIALES NON RÉSIDENTES ET LEURS SOCIÉTÉS MÈRES RÉSIDENTES

Les entreprises résidentes occupaient 2 090 000 personnes dans leurs filiales non résidentes, dont 927 000 en Europe (44%) et 537 000 en Asie (26%). Les effectifs ont

progressé de 41 000 (+2%) par rapport à 2016. L'augmentation en Europe (+28 000, soit +3%) a été légèrement supérieure à la moyenne. En Asie, la croissance de l'emploi enregistrée ces dernières années a commencé à marquer le pas: les effectifs n'ont que peu progressé, à savoir de 2 000 unités.

Les entreprises résidentes possédant des participations à l'étranger sont également des employeurs importants en Suisse. En 2017, elles y occupaient 872 000 personnes¹, soit 17% de l'ensemble des employés de l'industrie et des services².

DISPONIBILITÉ ET RÉVISIONS DES DONNÉES

Des tableaux détaillés sur les investissements directs et les données opérationnelles des entreprises multinationales sont présentés sur le portail de données de la BNS (data.snb.ch), sous le menu Tableaux, à la section *Relations économiques internationales*. Les données peuvent être utilisées sous forme de graphiques et de tableaux paramétrables. Le portail de données comprend aussi, sous Infothèque – Commentaires – Relations économiques internationales, des éléments sur les méthodes utilisées.

¹ Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs. Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique (OFS), Neuchâtel.

² Sources: Statistique de l'emploi (STATEM) de l'OFS, Neuchâtel, et statistique de l'emploi de l'office de la statistique (Amt für Statistik), Vaduz.

Jusqu'ici, le portail de la BNS ne présentait pas de données sur les investissements directs antérieures à 1998. Depuis la publication du présent rapport, les données relatives aux stocks et aux flux d'investissements directs sont également disponibles pour la période allant de 1985 à 1997.

Les données opérationnelles sur les filiales résidentes d'entreprises non résidentes (effectifs et nombre d'entreprises) sont publiées par l'Office fédéral de la statistique (OFS) depuis 2017³. Les séries chronologiques pour la période allant de 2003 à 2015 restent disponibles sur le portail de données de la BNS, mais ne sont plus mises à jour.

La publication du présent rapport donne lieu, comme chaque année, à la révision des chiffres des périodes précédentes (2014-2016). Durant l'année sous revue, le cercle des entreprises entrant dans la statistique de la Banque nationale a été étendu, et les entreprises nouvellement prises en compte ont été intégrées rétroactivement dans la statistique des investissements directs de l'année 2016. Il en a résulté une rupture dans les séries en 2016 pour les *sociétés financières et holdings*, notamment pour ce qui concerne le capital de participation de ce groupe de branches, lequel a été revu à la hausse (dans les deux directions d'investissement).

³ Statistique des groupes d'entreprises (STAGRE) de l'OFS, Neuchâtel.

Tableau 1

INVESTISSEMENTS DIRECTS 2017: APERÇU

	2016	2017
Investissements directs suisses à l'étranger , en milliards de francs		
Flux d'investissements directs	86,5	-34,0
Stocks d'investissements directs	1 249,6	1 227,8
Revenus de capitaux	86,9	85,6
Investissements directs étrangers en Suisse , en milliards de francs		
Flux d'investissements directs	59,5	38,4
Stocks d'investissements directs	1 061,3	1 088,4
Revenus de capitaux	69,8	83,9
Données opérationnelles sur les filiales non résidentes et leurs sociétés mères résidentes , effectifs en milliers de personnes		
Filiales non résidentes d'entreprises résidentes	2 048,1	2 089,5
Sociétés mères résidentes ¹	860,1	871,7

¹ Y compris les entreprises qui n'entrent pas dans la statistique des investissements directs du fait qu'elles n'atteignent pas le seuil déterminant pour la participation aux enquêtes dans ce domaine. Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

Source: BNS.

FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

En 2017, les entreprises domiciliées en Suisse (entreprises résidentes) ont rapatrié 34 milliards de francs en termes nets de leurs filiales non résidentes, alors qu'elles y avaient réalisé des investissements nets à hauteur de 86 milliards l'année précédente. Les désinvestissements ont concerné tant les crédits intragroupes (35 milliards de francs) que le capital de participation (16 milliards). Des investissements nets ont en revanche été effectués sous la forme de bénéfices réinvestis (18 milliards de francs).

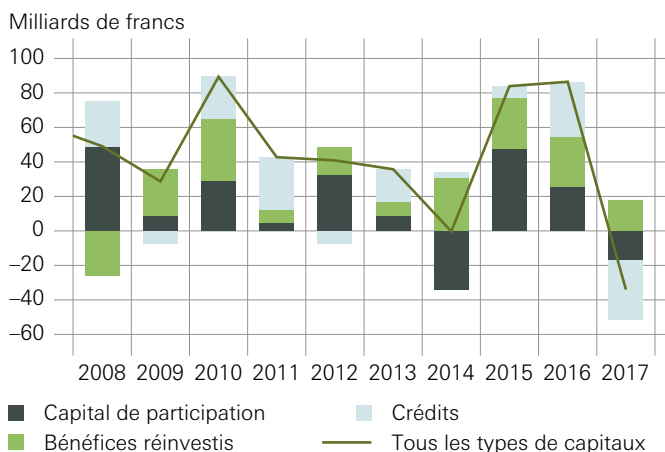
Tant l'industrie que les services ont rapatrié des fonds de l'étranger. Dans l'industrie, les désinvestissements se sont élevés à 8 milliards de francs au total. Cette évolution est principalement due aux entreprises du groupe de branches *Chimie et plastique*, lesquelles ont rapatrié de leurs filiales non résidentes 12 milliards de francs au total et un capital de participation substantiel, en partie pour financer des rachats en Suisse. Le groupe de branches *Autres industries et construction* a lui aussi opéré des désinvestissements, à hauteur de 4 milliards de francs; ceux-ci sont dus à une diminution de l'encours des crédits intragroupes. En revanche, les autres groupes de branches de l'industrie ont réalisé des investissements nets à l'étranger. Ces derniers se sont établis à 4 milliards de francs pour le groupe de branches *Métallurgie et machines* et à 3 milliards pour *Electronique, énergie, optique et horlogerie*.

Dans le secteur des services, les désinvestissements se sont élevés à 26 milliards de francs et ont essentiellement concerné deux groupes de branches: *Sociétés financières et holdings* (18 milliards de francs) et *Commerce* (16 milliards de francs). Les *sociétés financières et holdings* ont essentiellement réduit le volume des crédits accordés à leurs sociétés sœurs et filiales non résidentes. Le groupe de branches *Commerce* a surtout vendu des filiales non résidentes. En revanche, les groupes de branches *Autres services* et *Assurances* affichent des investissements nets à hauteur de respectivement 6 milliards de francs et 2 milliards.

Graphique 1

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

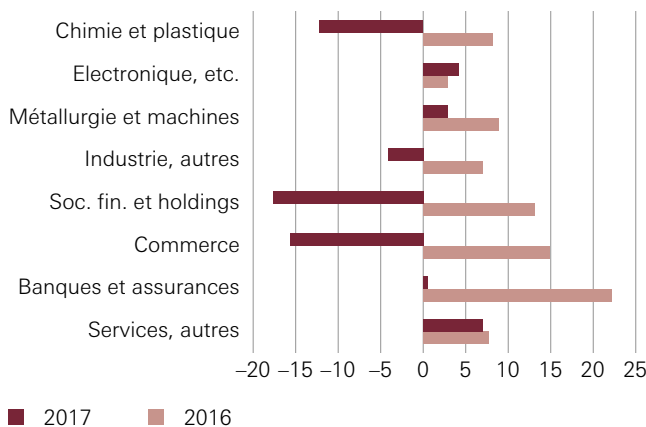
Flux d'investissements directs par types de capitaux



Graphique 2

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Flux d'investissements directs par groupes de branches (en milliards de francs)



Pour ce qui est de la répartition géographique des désinvestissements, les entreprises résidentes ont principalement rapatrié des capitaux de leurs filiales établies en Europe (à hauteur de 51 milliards de francs). Les pays les plus touchés par ces désinvestissements ont été l'Irlande (40 milliards de francs) ainsi que le Royaume-Uni (15 milliards). Mais les entreprises résidentes ont également rapatrié des fonds du Luxembourg et de Belgique. En revanche, elles ont étoffé leurs participations dans les filiales établies aux Pays-Bas (9 milliards de francs) et en Allemagne (6 milliards).

Les entreprises résidentes ont aussi rapatrié des fonds d'Amérique centrale et du Sud, d'Afrique et d'Océanie (7 milliards de francs au total). Par contre, elles ont effectué des investissements nets en Amérique du Nord (13 milliards de francs) et en Asie (12 milliards). Les principaux pays d'accueil ont été les plus grandes économies de ces régions: les Etats-Unis (12 milliards de francs), la Chine (Hong Kong compris) et le Japon (4 milliards chacun).

STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les stocks d'investissements suisses à l'étranger s'élevaient à 1228 milliards de francs fin 2017 (soit -22 milliards ou -2%). Ce recul est dû à des désinvestissements qui ont dépassé les gains de change enregistrés sur les stocks d'investissements directs libellés en francs. Les stocks d'investissements directs se composent du capital de participation, lequel s'est élevé à 1097 milliards de francs (89%), et des crédits, qui se sont inscrits à 131 milliards (11%) et représentent un montant net. Ce montant est égal à la différence entre les crédits octroyés aux sociétés sœurs et filiales non résidentes (actif: 374 milliards de francs) et ceux accordés par ces dernières (passif: 243 milliards de francs)¹.

La Suisse détient des stocks d'investissements directs à l'étranger spécialement élevés. Elle compte ainsi parmi les dix principaux investisseurs directs du monde (source: FMI, <http://data.imf.org/CDIS>). Cela s'explique notamment par l'implantation sur son territoire de nombreux sièges de grands groupes internationaux et par l'attrait qu'exerce la Suisse sur les holdings en mains étrangères.

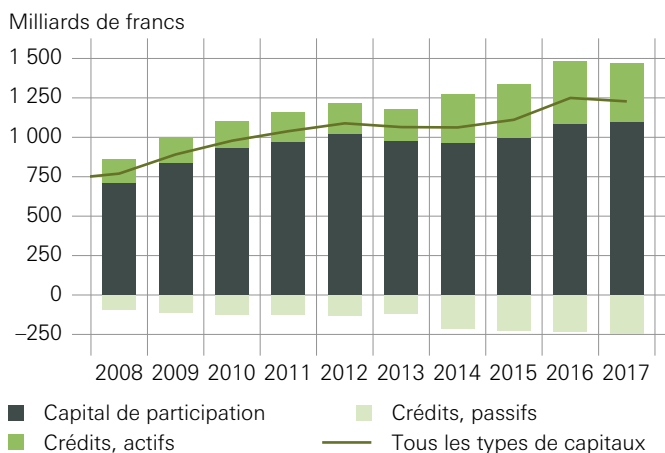
Les stocks d'investissements directs se sont établis à 407 milliards de francs dans l'industrie (-3 milliards) et à 821 milliards dans les services (-19 milliards). Au sein de ces derniers, le groupe de branches *Commerce* a enregistré la baisse de loin la plus prononcée (-21 milliards de francs; total: 116 milliards).

Le graphique 4 illustre l'évolution des stocks d'investissements directs depuis 1985. Au milieu des années 1980, la part de l'industrie était encore de plus de 70% mais elle n'a cessé de baisser jusqu'au début des années 2000 avant de se stabiliser autour de 30% (2017: 33%). Celle des services a quant à elle présenté une évolution inverse. Les *sociétés financières et holdings* ont notamment affiché une forte hausse de 1985 à 2010, leur part dans le total des stocks d'investissements directs passant de 12% à 40%. Cette proportion est depuis restée relativement stable (2017: 39%). Les banques et assurances ont connu une évolution différente. Leur part dans le total des stocks d'investissements directs s'élevait à 14% lors de l'année sous revue, un niveau proche de celui observé il y a 30 ans. Entre-temps, leur part avait toutefois été significativement plus élevée (2001: 37%).

Graphique 3

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Stocks d'investissements directs par types de capitaux

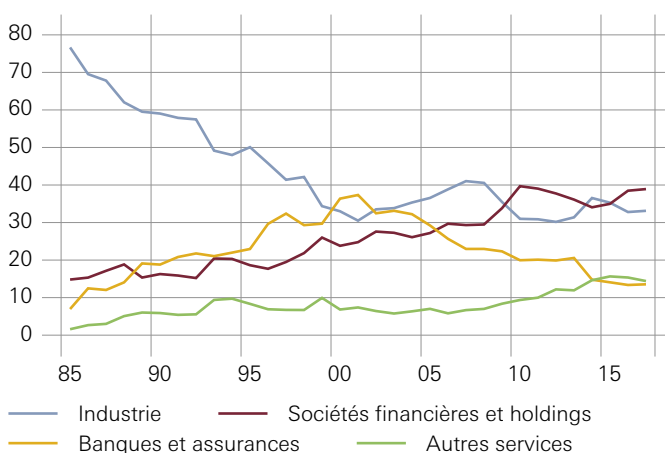


Source: BNS.

Graphique 4

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Stocks d'investissements directs par groupes de branches (en %)



Source: BNS.

¹ Les crédits accordés à et par des sociétés sœurs non résidentes sont pris en compte si le siège du groupe se trouve en Suisse.

Le graphique 5 représente les principaux pays d'accueil des investissements directs suisses fin 2017, ventilés selon les stocks (la surface des cercles est proportionnelle à ces derniers). L'axe des abscisses présente la croissance moyenne des stocks d'investissements directs entre 2007 et 2017, celui des ordonnées, leur variation en pourcentage par rapport à 2016. Il en ressort que la croissance des stocks a essentiellement découlé des pays européens accueillant de nombreux holdings: les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Irlande. Deux d'entre eux, l'Irlande et le Luxembourg, ont toutefois enregistré une baisse des stocks d'investissements directs supérieure à la moyenne lors de l'année sous revue. Pour l'ensemble des trois pays susmentionnés, les stocks d'investissements directs suisses se sont inscrits, sur l'année, à 382 milliards de francs, reculant de 34 milliards. Cette baisse, mais aussi les forts taux de croissance des années précédentes témoignent de la mobilité élevée des sociétés intermédiaires, lesquelles sont principalement domiciliées dans ces pays qui accueillent de nombreux holdings. Du fait de leur importance, ces pays ont également marqué l'évolution des stocks d'investissements directs observée au niveau européen. Ces derniers se sont établis à 669 milliards de francs (-27 milliards).

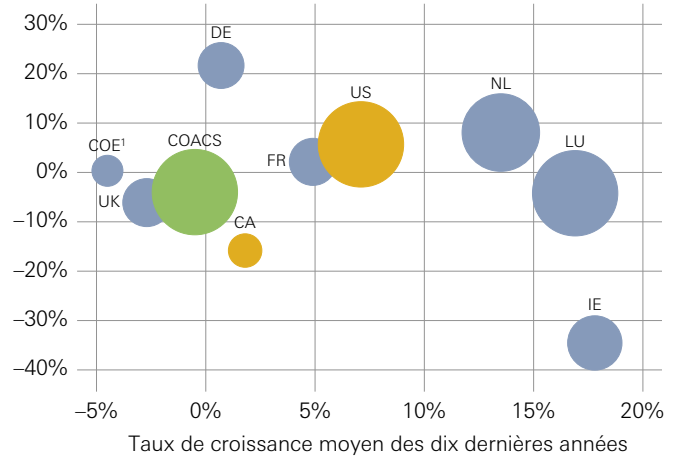
Hormis l'Europe, les filiales établies en Amérique centrale et du Sud ainsi qu'en Afrique et en Océanie ont également affiché une baisse des stocks d'investissements directs (-7 milliards de francs; total: 148 milliards). En revanche, les stocks ont légèrement augmenté, dans l'ensemble, en Amérique du Nord: aux Etats-Unis, ils ont progressé de 13 milliards (total: 253 milliards de francs) alors qu'au Canada, ils ont reculé de 7 milliards (total: 39 milliards), du fait de transferts de sièges de filiales. L'Asie a été la seule autre région à enregistrer une hausse des stocks d'investissements directs suisses (+6 milliards de francs; total: 119 milliards).

Graphique 5

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Stocks d'investissements directs: les dix principales implantations

Variation en % par rapport à l'année précédente



● Europe ● Amérique du Nord
● Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud

¹ Centres financiers offshore d'Europe

Source: BNS.

REVENUS DE CAPITAUX

Les revenus des investissements directs suisses à l'étranger ont à peu près atteint leur niveau de l'année précédente, soit 86 milliards de francs. Observée les années précédentes, la tendance à rapatrier davantage plutôt que de réinvestir sur place les bénéfices des filiales non résidentes s'est ainsi poursuivie. Au cours de l'année sous revue, 80% des revenus de capitaux (68 milliards de francs) ont ainsi été transférés (dividendes et produits nets des intérêts), et seuls 20% (18 milliards de francs) ont été réinvestis dans des filiales non résidentes.

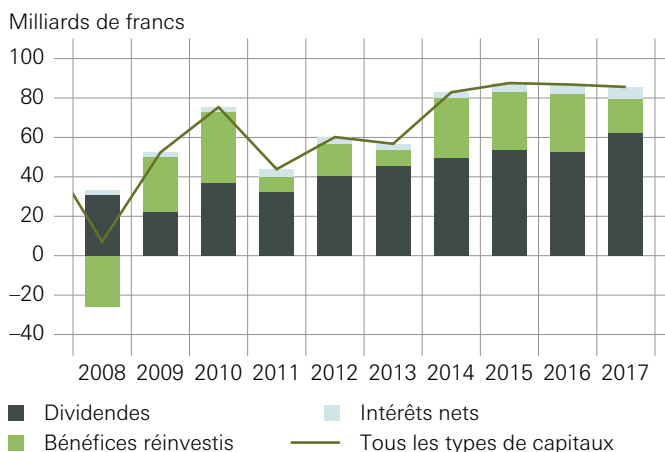
Dans l'industrie, les revenus de capitaux se sont inscrits à 37 milliards de francs, comme l'année précédente. La progression affichée par les groupes de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie* (+2 milliards de francs; total: 6 milliards) et *Chimie et plastique* (+1 milliard; total: 18 milliards) a en effet été annulée par le recul du groupe de branches *Autres industries et construction* (-3 milliards; total: 9 milliards).

Dans les services, les revenus de capitaux n'étaient que légèrement inférieurs à ceux de l'année précédente, s'inscrivant à 49 milliards de francs. Des variations ont toutefois été enregistrées au sein des différents groupes de branches: les revenus de capitaux des banques et assurances ont ainsi diminué de plus de moitié (-5 milliards de francs; total: 4 milliards), et ceux du *commerce* ont également baissé (-2 milliards; total: 8 milliards). Par contre, ceux des *sociétés financières et holdings* ont poursuivi leur progression (+4 milliards; total: 32 milliards de francs). Cette évolution s'explique par le rôle des groupes en mains étrangères dans ces groupes de branches, et notamment des entités à vocation spéciale (EVS), lesquelles ont affiché des revenus sensiblement plus élevés. Toutefois, si l'on fait abstraction des groupes en mains étrangères, le total des revenus de capitaux découlant des investissements directs suisses a été nettement inférieur à celui de l'année précédente (-10 milliards de francs; total: 54 milliards).

Graphique 6

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Revenus de capitaux par types de capitaux

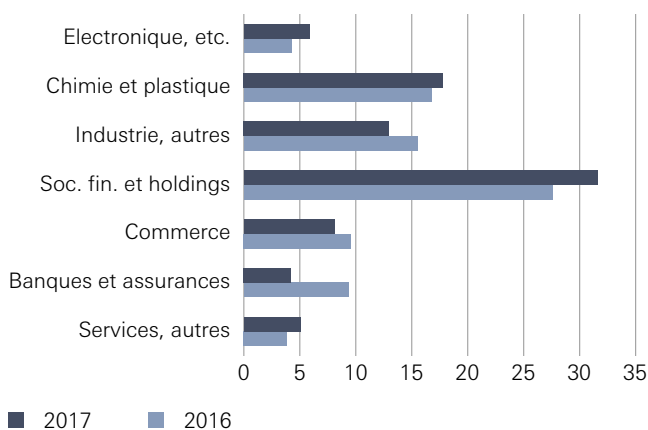


Source: BNS.

Graphique 7

INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER

Revenus de capitaux par groupes de branches (en milliards de francs)



Source: BNS.

FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

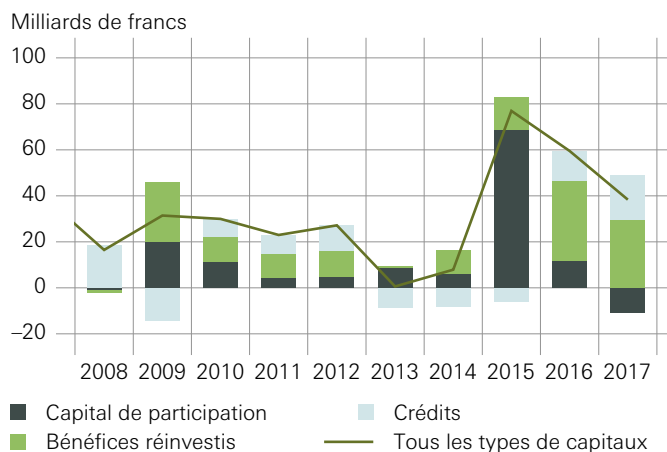
En 2017, les entités non résidentes ont investi 38 milliards de francs en termes nets dans des entreprises résidentes (2016: 60 milliards). Cette valeur nette correspond à des investissements effectués sous la forme de bénéfices réinvestis (29 milliards de francs) et de crédits intragroupes (20 milliards), et à des désinvestissements enregistrés au niveau du capital de participation (11 milliards de francs).

Les secteurs de l'industrie et des services ont connu des évolutions contraires: les entités non résidentes ont ainsi réalisé des investissements directs pour un montant record de 59 milliards de francs dans l'industrie, et des désinvestissements à hauteur de 21 milliards dans les services. Dans l'industrie, le principal groupe de branches concerné a été *Chimie et plastique* (54 milliards de francs), dans lequel des entreprises résidentes ont été rachetées par des entités non résidentes. Dans les services, les désinvestissements ont résulté du rapatriement de fonds par les *sociétés financières et holdings* (30 milliards de francs, dont un peu plus de la moitié a concerné les EVS). A cet égard, le fait que des sociétés mères non résidentes ont réduit leurs activités dans des *sociétés financières et holdings* résidents et dissous des filiales résidentes a été déterminant. Le groupe de branches *Commerce* a également enregistré des flux significatifs. Des restructurations de groupes y ont entraîné des sorties de fonds au niveau du capital de participation, mais des entrées de fonds ont également été enregistrées sous la forme de bénéfices réinvestis et de crédits intragroupes. Il en a résulté des investissements nets à hauteur de 2 milliards de francs.

Graphique 8

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

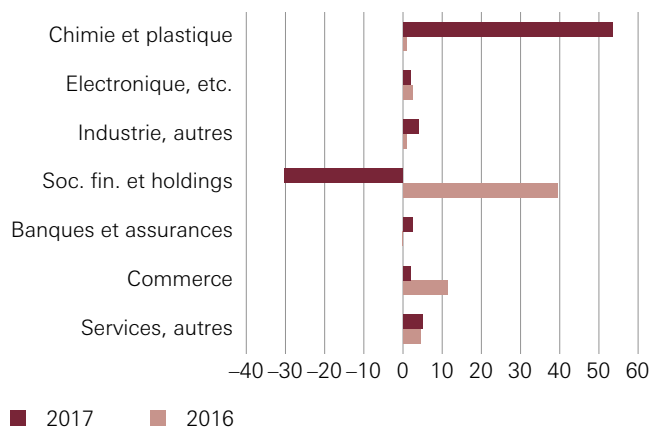
Flux d'investissements directs par types de capitaux



Graphique 9

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Flux d'investissements directs par groupes de branches (en milliards de francs)



Au cours des années précédentes, l'importance des centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud en tant que destinations des investissements directs suisses a reculé et leur rôle dans les investissements directs étrangers en Suisse a eu tendance à augmenter. Cette dernière évolution peut également être constatée lors de l'année sous revue: une partie substantielle des investissements directs opérés en Suisse (29 milliards de francs) provenait d'entreprises domiciliées dans cette région. De même, des flux de fonds considérables ont émané d'Amérique du Nord (18 milliards).

Pour ce qui concerne les entités établies en Europe, la situation a été hétérogène: celles domiciliées aux Pays-Bas ont réalisé d'importants investissements (24 milliards de francs), principalement du fait de rachats d'entreprises résidentes. En revanche, les rapatriements de fonds ont dominé pour les entités domiciliées au Royaume-Uni et au Luxembourg (respectivement 26 milliards et 13 milliards de francs); dans les deux cas, cette situation est due à la réduction susmentionnée des activités des *sociétés financières et holdings*. Au total, les entités établies en Europe ont rapatrié 6 milliards de francs d'entreprises résidentes. Celles établies en Afrique, en Asie et en Océanie ont quant à elles rapatrié 1 milliard de francs.

STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

En 2017, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 27 milliards de francs par rapport à l'année précédente pour s'inscrire à 1 088 milliards (+3%). Les stocks d'investissements directs se composent du capital de participation, lequel s'est élevé à 1 034 milliards de francs (95%) et des crédits, qui se sont établis à 55 milliards (5%) et représentent un montant net. Ce montant est égal à la différence entre les crédits accordés par les sociétés mères et sociétés sœurs non résidentes (passif: 267 milliards de francs) et ceux octroyés à ces dernières (actif: 212 milliards de francs)¹.

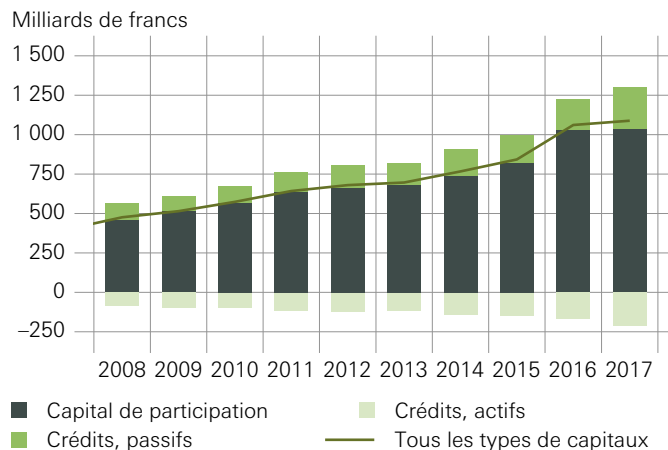
Dans l'industrie, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse se sont établis à 162 milliards de francs (+22 milliards). Ils ont donc augmenté de façon moins significative que ce que le volume élevé des flux aurait pu laisser penser. Cela s'explique par une différence dans la méthode utilisée pour évaluer les flux et les stocks d'investissements directs dans la statistique suisse: les flux d'investissements directs y sont évalués à leur valeur de marché alors que les stocks d'investissements directs le sont à leur valeur comptable. Comme cette dernière est souvent inférieure à la valeur de marché, les stocks d'investissements directs varient généralement moins que les flux correspondants. Dans les services, les stocks d'investissements directs étrangers ont été marqués non seulement par les flux, mais aussi par les autres changements. Malgré les désinvestissements de 21 milliards de francs, ils se sont accrus de 4 milliards, s'inscrivant à 926 milliards.

Le graphique 11 illustre l'évolution des stocks d'investissements directs depuis 1985. Dans l'industrie, ils ont toujours fluctué entre 10% et 20% (2017: 15%). La part du secteur des services a elle aussi été, dans sa globalité, relativement stable (2017: 85%). Il y a toutefois eu d'importantes variations au sein de ce secteur. Alors qu'au milieu des années 1980, les stocks d'investissements directs étrangers détenus par les *sociétés financières et holdings* représentaient environ 30%, cette part atteignait 58% en 2010; elle est ensuite restée relativement stable (2017: 57%). Les banques et assurances ont quant à elles connu une évolution différente. Au début des années 1990, leur part dans les investissements directs étrangers était d'environ 30%, après quoi elle a baissé de manière quasi continue, et elle ne s'élève plus qu'à environ 5% pour l'année sous revue.

Graphique 10

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks d'investissements directs par types de capitaux

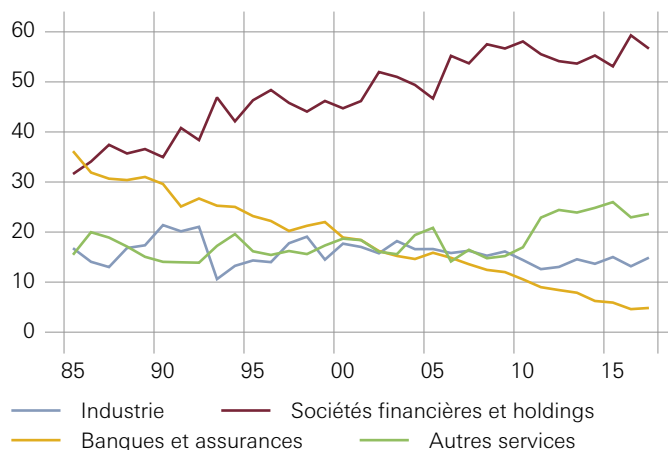


Source: BNS.

Graphique 11

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks d'investissements directs par groupes de branches (en %)



Source: BNS.

¹ Les crédits accordés à et par des sociétés sœurs non résidentes sont pris en compte si le siège du groupe se trouve à l'étranger.

La BNS publie les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse selon le pays de l'investisseur immédiat et selon le pays de l'investisseur ultime. Ventilés selon le pays de l'investisseur immédiat, ces stocks étaient majoritairement détenus par des investisseurs domiciliés dans l'UE. Fin 2017, un montant de 845 milliards de francs, soit 78% du total des stocks d'investissements directs étrangers en Suisse, revenait à ces investisseurs. Les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Autriche, soit des pays accueillant de nombreux holdings, ont été à l'origine de 590 milliards de francs. Les investissements provenant de pays accueillant de nombreux holdings sont en majorité effectués par des sociétés intermédiaires, elles-mêmes contrôlées par des groupes établis dans des pays tiers². Fin 2017, 64% du capital de participation investi dans des filiales résidentes étaient détenus par des sociétés intermédiaires (voir graphique 12). Cette part était de 36% fin 2008.

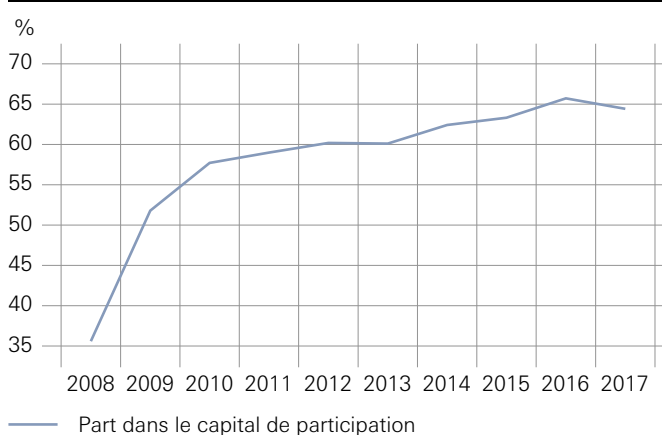
Etant donné la part importante des sociétés intermédiaires, la Banque nationale dresse également une ventilation de ces stocks selon le pays de l'investisseur ultime. Dans le cas des Etats-Unis en particulier, les stocks d'investissements directs sont beaucoup plus élevés selon le critère de l'investisseur ultime (457 milliards de francs) que selon le critère de l'investisseur immédiat. Cela signifie que les entreprises établies aux Etats-Unis passent généralement par des pays tiers pour investir en Suisse. Il en va de même pour les entités domiciliées en Asie, dans le reste de l'Europe et dans les pays d'Amérique centrale et du Sud hors centres financiers offshore. Les principaux pays tiers concernés sont le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Autriche, soit des pays européens accueillant de nombreux holdings, ainsi que les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud. Ainsi, les stocks d'investissements directs détenus par des entités domiciliées au Luxembourg atteignaient 236 milliards de francs selon le critère de l'investisseur immédiat, mais seulement 23 milliards selon le critère de l'investisseur ultime. Les valeurs correspondantes étaient de 311 milliards de francs et 75 milliards pour les Pays-Bas et de 42 milliards et 9 milliards pour l'Autriche.

La Suisse figure, elle aussi, en tant que pays de domiciliation de l'investisseur ultime. Cela signifie que des entités établies en Suisse passent par des sociétés intermédiaires situées dans des pays tiers pour détenir des participations dans des entreprises résidentes. L'expression *round tripping* est couramment utilisée en anglais pour désigner ce type d'opérations, à l'issue desquelles les fonds investis retournent à leur point de départ. Les stocks d'investissements concernés s'élevaient à 42 milliards de francs fin 2017, contre 57 milliards un an auparavant.

Graphique 12

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks d'investissements directs détenus par des sociétés intermédiaires établies dans des pays tiers

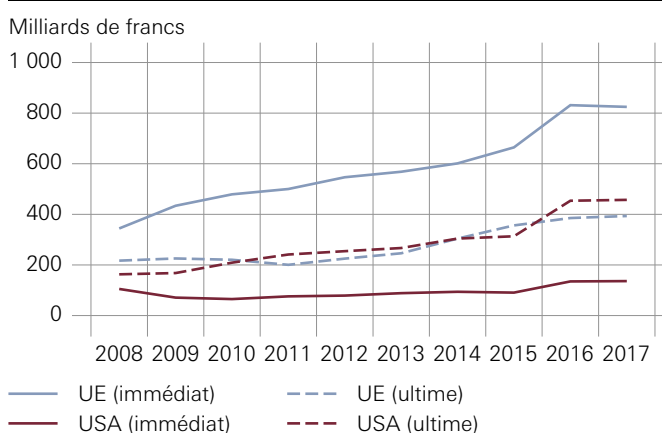


Source: BNS.

Graphique 13

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Stocks d'investissements directs selon le pays de domiciliation de l'investisseur immédiat ou ultime



Source: BNS.

² Concernant l'importance des sociétés intermédiaires dans la statistique des investissements directs, voir le thème spécial du rapport *Investissements directs 2016*.

Tableau 2

STOCKS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE EN 2017, RÉPARTIS SELON LE PAYS DE DOMICILIATION DE L'INVESTISSEUR IMMÉDIAT ET DE L'INVESTISSEUR ULTIME

	Répartition selon l'investisseur immédiat		Répartition selon l'investisseur ultime		Ecart en milliards de francs
	en milliards de francs	en %	en milliards de francs	en %	
Europe	845,0	78%	463,5	43%	-381,5
UE	824,7	76%	393,4	36%	-431,3
Reste de l'Europe	20,4	2%	70,1	6%	49,7
Pays sélectionnés					
Allemagne	27,5	3%	35,4	3%	7,9
France	39,5	4%	43,4	4%	4,0
Luxembourg	236,3	22%	23,1	2%	-213,3
Pays-Bas	311,1	29%	74,6	7%	-236,5
Autriche	42,1	4%	8,7	1%	-33,5
Suisse	.	.	42,2	4%	42,2
Royaume-Uni	46,5	4%	60,4	6%	13,8
Amérique du Nord	138,3	13%	494,1	45%	355,8
dont Etats-Unis	136,2	13%	457,2	42%	321,1
Amérique centrale et Amérique du Sud	94,6	9%	80,8	7%	-13,8
Asie, Afrique, Océanie	10,4	1%	50,0	5%	39,6
Ensemble des pays	1 088,4	100%	1 088,4	100%	0,0

· Pas de données possibles.

Source: BNS.

REVENUS DE CAPITAUX

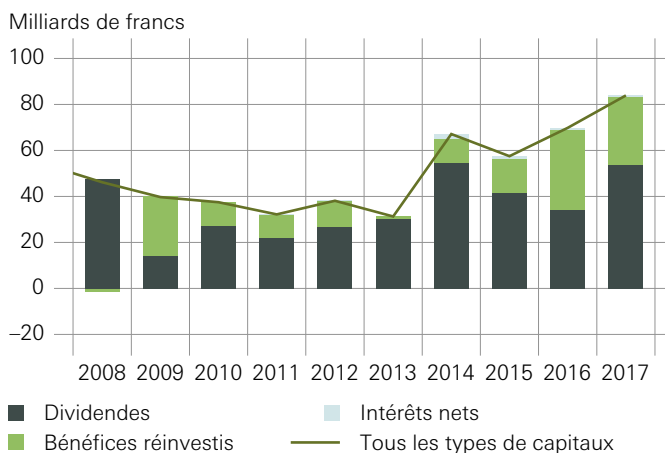
Par rapport à l'année précédente, les revenus de capitaux découlant des investissements directs étrangers en Suisse ont significativement augmenté (+14 milliards; total: 84 milliards de francs). Une analyse par types de capitaux montre que les filiales résidentes ont reversé, sous formes de dividendes, la majorité de leurs revenus de capitaux à leurs sociétés mères non résidentes. Au cours de l'année sous revue, 65% du total des revenus de capitaux (55 milliards de francs) ont ainsi été transférés (dividendes et produits nets des intérêts) et seuls 35% (29 milliards de francs) ont été réinvestis dans des filiales résidentes.

Les filiales résidentes du secteur des services ont affiché des revenus de capitaux de 71 milliards de francs, progressant de 16 milliards. Comme les années précédentes, cette augmentation a essentiellement concerné les entreprises des groupes de branches *Commerce* (+12 milliards de francs; total: 27 milliards) et *Sociétés financières et holdings* (+4 milliards; total: 33 milliards). Les revenus de capitaux des autres branches des services n'ont en revanche pas enregistré de fluctuations sensibles et se sont dans l'ensemble maintenus au niveau enregistré l'année précédente (11 milliards de francs). Dans l'industrie, par contre, les revenus de capitaux ont fléchi (-2 milliards; total: 13 milliards de francs). Cette baisse a essentiellement été entraînée par le groupe de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie* (-3 milliards; total: 2 milliards de francs).

Graphique 14

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Revenus de capitaux par types de capitaux

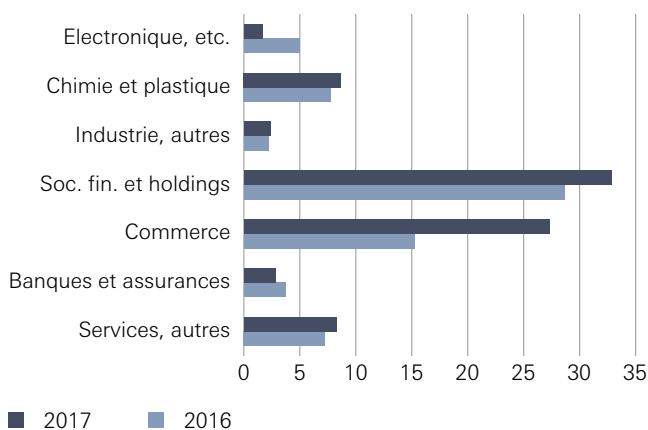


Source: BNS.

Graphique 15

INVESTISSEMENTS DIRECTS EN SUISSE

Revenus de capitaux par groupes de branches (en milliards de francs)



Source: BNS.

Données opérationnelles sur les filiales non résidentes et leurs sociétés mères résidentes

EFFECTIFS DES FILIALES NON RÉSIDENTES

Les entreprises résidentes occupaient 2 090 000 personnes dans leurs filiales non résidentes¹, dont 1 371 000, soit deux tiers, dans l'industrie (+21 000) et 719 000 dans les services (+21 000).

Au sein de l'industrie, le groupe de branches *Autres industries et construction* comptait le plus de personnes occupées à l'étranger (496 000, soit à peu près le même niveau qu'en 2016). Les groupes de branches *Chimie et plastique* et *Métallurgie et machines* occupaient respectivement 308 000 personnes (+11 000) et 306 000 personnes (+15 000) à l'étranger, l'augmentation étant due dans les deux cas en partie à des acquisitions. Les effectifs à l'étranger des entreprises du groupe de branches *Textile et habillement* ont par contre nettement diminué, passant de 44 000 personnes en 2016 à 27 000 en 2017. La différence de 17 000 personnes s'explique principalement par des restructurations de groupes, qui ont entraîné une réduction du nombre de filiales non résidentes.

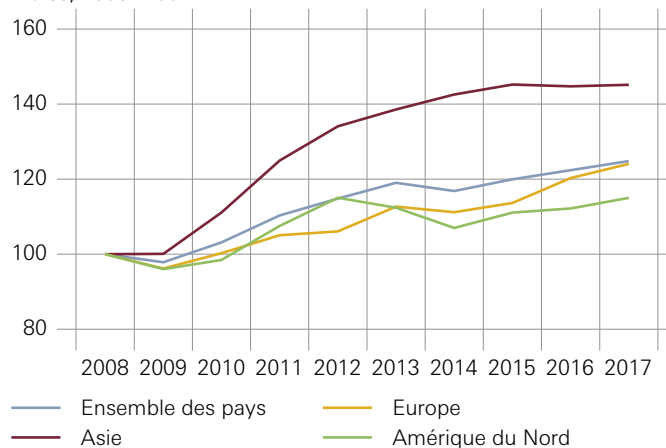
Dans les services, le groupe de branches *Commerce* en particulier a continué de gagner en importance. Le nombre d'employés dans les filiales non résidentes y a augmenté de 15 000 pour atteindre 177 000, surtout en raison d'acquisitions à l'étranger. D'autres groupes de branches ont enregistré une augmentation. Les effectifs à l'étranger se sont ainsi accrus de 6 000 personnes tant dans le groupe de branches *Transports et communications* que dans celui des *Autres services*, s'inscrivant respectivement à 106 000 et 151 000 personnes. Les banques employaient quant à elles 82 000 personnes hors de Suisse (+3 000). Les effectifs des assurances et du groupe de branches *Sociétés financières et holdings* ont en revanche enregistré une diminution, passant respectivement à 97 000 personnes (-4 000) et à 105 000 personnes (-7 000). Pour les sociétés financières et holdings, la baisse s'explique par le rachat de telles entités résidentes par des entreprises d'autres groupes de branches. En effet, le groupe de branches dont fait partie une entreprise résidente est déterminant pour l'attribution des effectifs de ses filiales non résidentes.

¹ Uniquement dans les entreprises entrant dans la statistique des investissements directs. Le nombre de personnes occupées à l'étranger par des entreprises résidentes qui n'entrent pas dans cette statistique n'est pas connu.

Graphique 16

EFFECTIFS À L'ÉTRANGER

Indice, 2008=100

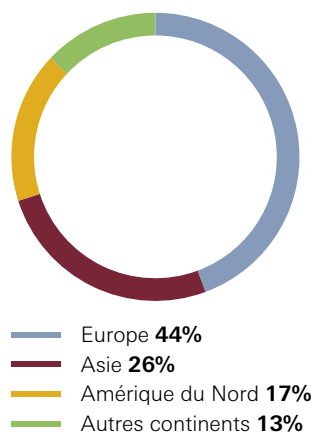


Source: BNS.

Graphique 17

EFFECTIFS À L'ÉTRANGER

Répartition géographique en % (2017)



Total: 2,1 millions de personnes

Source: BNS.

Les entreprises résidentes employaient 927 000 personnes, soit 44% du total de leurs effectifs à l'étranger, dans des filiales européennes. L'Allemagne représente le plus important pays d'implantation en Europe (261 000 personnes). Autre pays voisin, la France vient en deuxième position avec 112 000 personnes (+8 000, en raison d'acquisitions). Le Royaume-Uni arrive en troisième place avec 98 000 employés, devant l'Italie qui en comptait 51 000. La cinquième position en Europe revient à la Pologne, où les filiales d'entreprises suisses occupaient 50 000 personnes (+5 000).

Les Etats-Unis constituaient, avec 319 000 employés, un autre site important pour les activités opérationnelles des entreprises domiciliées en Suisse. En Asie, les effectifs atteignaient 537 000 personnes, enregistrant une progression minimale (+2 000) pour la deuxième année consécutive. La croissance annuelle moyenne des dix années précédentes s'y était élevée à 6%. Enfin, les entreprises résidentes employaient 178 000 personnes en Amérique centrale et du Sud (+2 000) et 68 000 en Afrique (effectifs inchangés).

EFFECTIFS DES SOCIÉTÉS MÈRES RÉSIDENTES

Les entreprises résidentes qui investissent à l'étranger sont, en Suisse également, des employeurs importants: en 2017, elles y employaient 872 000 personnes (soit environ 17% des emplois dans l'industrie et les services), réparties de la manière suivante²: 543 000 personnes (62%) travaillaient dans des entreprises recensées dans la statistique de la Banque nationale et 329 000, dans des entreprises qui n'y entrent pas du fait que leurs stocks d'investissements directs sont inférieurs à 10 millions de francs, mais dont la BNS recense tout de même les effectifs, en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique.

Les sociétés mères du secteur de l'industrie occupaient 324 000 personnes en Suisse, soit pratiquement le même nombre qu'en 2016. Le groupe de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie*, le plus important de ce secteur, employait 93 000 personnes, contre respectivement 87 000 et 82 000 dans les sociétés mères des groupes de

branches *Autres industries et construction* et *Métallurgie et machines* (+2 000 dans les deux cas). Le groupe de branches *Chimie et plastique* employait 61 000 personnes en Suisse, soit 6 000 de moins qu'en 2016. Cette diminution s'explique principalement par le fait que des entreprises ont été rachetées par des entités non résidentes et n'entrent dès lors plus dans la statistique. Les sociétés mères résidentes du secteur des services occupaient 548 000 personnes en Suisse, dont 202 000 dans le commerce (+9 000) et 132 000 dans le groupe de branches *Transports et communications*. Le commerce a ainsi consolidé sa position de premier employeur dans les services. Le groupe de branches *Autres services* arrive en troisième position avec 97 000 personnes (+6 000). Les banques, les assurances et les sociétés financières et holdings employaient au total 117 000 personnes.

En Suisse et à l'étranger, les entreprises en mains suisses employaient ainsi au moins 2 961 000 personnes: aux 872 000 employés des sociétés mères résidentes s'ajoutent les 2 090 000 personnes travaillant pour le compte des filiales non résidentes de sociétés mères entrant dans la statistique de la Banque nationale. Le nombre de personnes employées à l'étranger par les sociétés mères qui n'entrent pas dans cette statistique n'est pas connu.

² Sources: statistique de l'emploi (STATEM) de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, et statistique de l'emploi de l'office de la statistique (Amt für Statistik), Vaduz.

Tableau 3

EFFECTIFS DES GROUPES RÉSIDENTS, VENTILATION PAR SECTEUR

En milliers de personnes

	2013	2014	2015	2015	2017	en %
Effectifs en Suisse¹	772,8	842,8	851,4	860,1	871,7	29,4
dont industrie	302,9	322,5	322,6	324,8	323,5	10,9
dont services	469,9	520,3	528,8	535,3	548,2	18,5
Effectifs à l'étranger	1 991,3	1 954,6	2 005,0	2 048,1	2 089,5	70,6
dont industrie	1 320,7	1 306,2	1 340,4	1 350,2	1 370,9	46,3
dont services	670,6	648,4	664,7	697,9	718,6	24,3
Total des effectifs	2 764,1	2 797,5	2 856,4	2 908,1	2 961,2	100,0
dont industrie	1 623,6	1 628,7	1 663,0	1 675,0	1 694,4	57,2
dont services	1 140,5	1 168,7	1 193,4	1 233,2	1 266,8	42,8

¹ Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs. Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

Source: BNS.

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone +41 58 631 00 00

Renseignements

bop@snb.ch

Langues

Français, allemand, anglais

Conception

Interbrand AG, Zurich

Composition et impression

Neidhart + Schön Group AG, Zurich

Date de publication

Décembre 2018

ISSN 1662-4319 (version imprimée)
ISSN 1661-156X (version électronique)

Accès aux publications

Les publications de la Banque nationale suisse peuvent être consultées sur Internet, à l'adresse www.snb.ch, Publications.

Le calendrier des publications figure à l'adresse www.snb.ch, Médias/Calendrier.

Une grande partie des publications peuvent être obtenues sur papier, individuellement ou par abonnement, à l'adresse suivante:
Banque nationale suisse, Bibliothèque
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone +41 58 631 11 50
Fax: +41 58 631 50 48
E-mail: library@snb.ch

**Droits d'auteur/copyright ©**

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

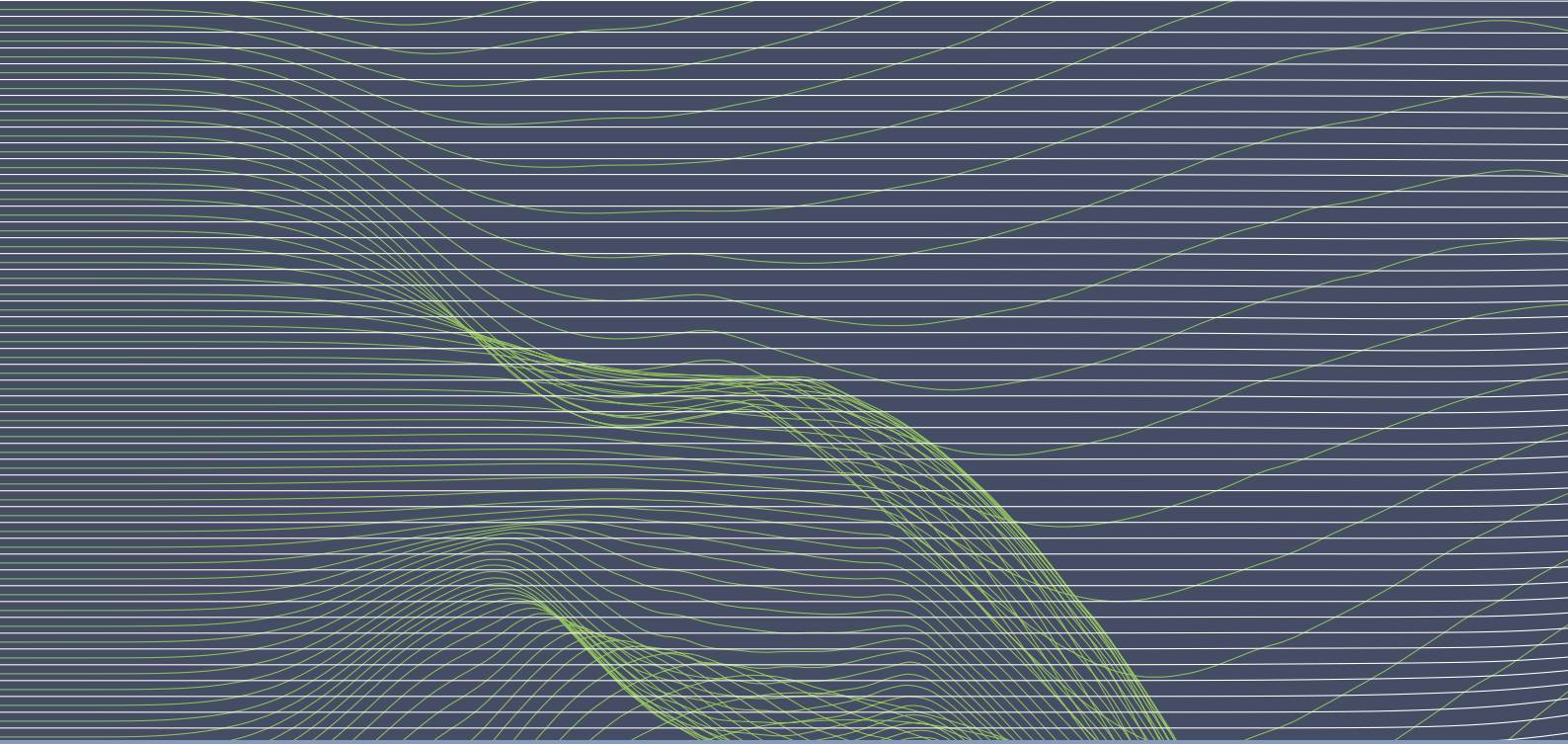
Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La limitation de la responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2018



SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK

